

Bilan scientifique du programme de formation-recherche

« Les représentations politiques de l'Europe. Regards comparés France-Allemagne »

Responsable du programme de formation-recherche :

Daniel GAXIE

Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne

Le programme de formation-recherche « Les représentations politiques de l'Europe. Regards comparés France-Allemagne » avait pour but de permettre à plusieurs équipes interrogeant différents terrains nationaux d'étudier les représentations politiques de l'Europe des citoyens ordinaires dans leurs diverses dimensions. Après plusieurs décennies de construction, l'Europe devient en effet plus concrète. Le référendum sur le traité constitutionnel européen organisé en France le 29 mai 2005 a sensiblement élevé les niveaux d'intérêt et d'informations pour les questions européennes ; l'analyse des résultats souligne la variété des raisons qui ont conduit les électeurs à se prononcer dans un sens ou dans l'autre. Jusqu'à présent, les attitudes à l'égard de l'Europe ont été principalement étudiées au travers de questionnaires fermés auprès d'échantillons de population considérés comme représentatifs. Ces enquêtes, telles les Eurobaromètre, si elles fournissent des informations utiles, soulèvent toutefois plusieurs questions de méthode. Par exemple, moins les personnes interrogées sont familiarisées avec une thématique, plus elles sont susceptibles de se voir poser des questions auxquelles elles n'ont pas préalablement réfléchi.

A partir de diverses méthodologies d'enquête qualitative cherchant à limiter les effets d'imposition de problématique (entretiens, groupes de discussion, études de courriers de lecteurs adressées à des quotidiens régionaux et des hebdomadaires, lettres aux députés européens), le programme vise à comprendre et à expliquer comment des citoyens de diverses conditions perçoivent « l'Europe » et ce qu'ils en pensent. Dans la mesure où des perceptions et des orientations existent effectivement, la recherche s'efforce de préciser leur contenu ainsi que leur degré de sophistication. Il s'agit aussi d'explorer simultanément les éléments de justification sur lesquelles ces positions prennent appui (par exemple l'expérience personnelle des individus ou l'influence des discours politiques et médiatiques). La démarche du projet se veut compréhensive et explicative pour mieux cerner la façon dont les citoyens appréhendent l'Europe.

Quatre laboratoires ont initié le projet : le Centre de Recherches Politiques de la Sorbonne (CRPS / CNRS UMR 8057), le Groupe de Sociologie Politique Européenne de Strasbourg (GSPE / CNRS UMR 7012), le Centre Universitaire de Recherche Administratives et Politiques de Picardie à Amiens (CURAPP / CNRS UMR 6054) et le Centre Marc Bloch de Berlin. Avec le soutien du CIERA, il a été possible de mettre en œuvre, entre tous les partenaires, une démarche originale fondée sur l'emploi des méthodes qualitatives qui permettent d'affiner le regard sociologique sur les réalités européennes. Les travaux ont débuté sur un terrain initialement franco-allemand. Par le biais des contacts entre chercheurs, ils ont ensuite été étendus à l'Italie, la Pologne et la République tchèque.

L'enquête a commencé par une recension des ouvrages en langues française, anglaise et allemande, ce qui a permis de réaliser un état des lieux de la littérature scientifique sur les notions d'identité, de citoyenneté et d'opinion en Europe. Elle a également pris appui sur une analyse approfondie de l'opinion publique européenne, de ses formes et des effets de son mode de production par le biais des Eurobaromètres, qui sont aujourd'hui considérés comme le principal instrument d'évaluation des conceptions ordinaires de l'Europe. C'est sur la base de la lecture critique de ces Eurobaromètres qu'a été élaboré le guide d'entretien exploratoire testé principalement en France et en Allemagne. Les premiers mois du projet ont d'ailleurs été marqués par plusieurs sessions de formation des enquêteurs dans les pays concernés. Deux ateliers ont été organisés, à Strasbourg (5-6 octobre 2006) et à Berlin (27 octobre 2006). La rencontre de Strasbourg a rassemblé, sur le thème des « opinions publiques européennes », environ 60 étudiants des masters de science politique de l'Université Robert Schuman, en particulier ceux issus de la mention « Métiers de la coopération franco-germanique ». L'atelier organisé à Berlin s'adressait à un public plus restreint d'une vingtaine de doctorants et de docteurs allemands, sélectionnés par le Centre Marc Bloch pour participer à l'enquête. Placées sous la supervision des chercheurs responsables du projet, ces journées avaient pour but de rappeler aux participants la spécificité et les principales orientations du programme de recherche. Elles visaient à adapter le guide d'entretien aux spécificités des terrains, afin de poser les bases d'une bonne comparaison franco-allemande. Des consignes ont été données aux enquêteurs pour la conduite des entretiens semi-directifs. Enfin, ces journées ont permis de s'accorder sur la composition des échantillons de personnes interrogées. En effet, sur chaque terrain national, un échantillon raisonné d'individus a été constitué, prenant en considération les propriétés personnelles des individus (âge, sexe, niveau social et culturel, situation professionnelle, orientations politiques, appartenances religieuses, syndicales et associatives...) et des éléments contextuels relatifs à l'expérience de la construction européenne.

Les entretiens abordaient les différents aspects au cœur de la problématique d'ensemble du projet : expérience de l'Europe, niveau d'implication et d'information sur les questions européennes, manières de percevoir l'Europe en lien avec la situation personnelle des enquêtés, évaluations du cadre européen. Un large terrain empirique a été couvert par le projet : plus de 300 entretiens ont été conduits en France et 130 dans différentes régions d'Allemagne. Trois autres terrains se sont ajoutés au contexte franco-allemand initial, avec la réalisation de plus de 100 entretiens en Pologne, 60 en Italie et d'une cinquantaine en République tchèque.

Le corpus de ces entretiens a été complété par l'organisation de plus de 40 *focus groups* permettant de saisir les représentations de l'Europe d'une manière plus spontanée, au travers de discussions collectives menées auprès de publics diversifiés (agriculteurs, cheminots, restaurateurs, travailleurs frontaliers, employés, étudiants, élus municipaux...). En effet, si la méthode des entretiens semi-directifs apporte d'indiscutables éléments de connaissances en comparaison des seules données statistiques, la passation des entretiens reste un exercice relativement stigmatisant pour l'enquêté ordinaire auquel il est demandé de produire un discours sur l'Europe. Par le recours aux *focus groups*, il s'agit donc, d'une part, d'essayer d'atténuer les effets de censure susceptibles d'exister dans des situations d'entretiens en face-à-face, en permettant aux individus sollicités de s'exprimer sans se voir imposer de problématique particulière. D'autre part, la technique des groupes de discussion est un moyen

d'observer les interactions qui se nouent au travers des conversations, en même temps qu'elle permet de vérifier si les opinions relatives à l'Europe se modifient au cours de ces argumentations collectives.

Outre la réalisation d'entretiens semi-directifs et l'animation de groupes de discussion, l'enquête s'est intéressée aux prises de position spontanées sur l'Europe, en analysant les courriers des lecteurs adressés à des quotidiens régionaux (*L'Alsace* et les *Dernières Nouvelles d'Alsace*) ainsi que des hebdomadaires (*Télérama*, *Le Nouvel Observateur*, *Marianne*) lors du référendum sur le traité constitutionnel européen en mai 2005. Ces attitudes ont été étudiées au travers des lettres aux parlementaires européens, complétées par des entretiens avec des collaborateurs d'eurodéputés. La recherche reposait aussi sur une analyse secondaire de 500 réponses à un questionnaire distribué à des députés français membres de la Délégation pour l'Union européenne de l'Assemblée nationale, et d'une enquête en ligne lancée en mai 2006 sur le site d'un *think tank* européen, et des observations faites durant un sondage délibératif organisé fin 2007 à Bruxelles. Ces documents interrogent les résultats des enquêtes usuelles qui tiennent pour acquise l'idée que n'importe quel citoyen est en mesure de produire une opinion politique sur les problématiques européennes.

Dépassant l'idée répandue selon laquelle les opinions se limiteraient à être plus ou moins « pour » ou « contre » la construction européenne, l'abondant corpus recueilli sur les cinq terrains a permis de produire une typologie précise des attitudes à l'égard de l'Europe, en relation avec les propriétés sociales des individus et leurs expériences des réalités européennes. Les résultats de l'enquête seront publiés dans un ouvrage à paraître en 2009 chez *Economica*, avec notamment une diffusion en Allemagne assurée par l'éditeur *Transcript*. Cette publication soulignera le caractère innovant de la méthodologie employée, qui permet de cerner plus finement et de manière comparative toute la complexité des perceptions de l'Europe par les citoyens ordinaires.



Daniel Gaxie
Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne
Responsable du programme de formation-recherche